

"Défense des compétences contre Bruxelles" dans Europäische Zeitung

Légende: Article sur le Comité des régions: sa composition et son activité en tant qu'organe consultatif des institutions de l'Union européenne.

Source: Europäische Zeitung. Hrsg. Entel, Stefan A.; Brok, Elmar; Prof. Schöndube, Claus; Dr Schoser, Claus ; R Herausgeber Keller, Horst. März/April 2002, Nr. 3. Bonn: Europa Union Verlag GmbH. "Kompetenzen gegen Brüssel verteidigen", auteur:Heinrich, Egon C. , p. 6.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/defense_des_competences_contre_bruelles_dans_europaise_he_zeitung-fr-249be049-3822-43d1-b69d-bc96d2fe64df.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Défense des compétences contre Bruxelles

Renforcer l'influence du Comité des régions

par Egon C. Heinrich

Le Comité des régions (CdR) de l'Union européenne, créé par le traité de Maastricht, a pris au début du mois de février quelques décisions importantes touchant à sa composition. Sir Albert Bore, président du conseil municipal de Birmingham, en Grande-Bretagne, a été élu président du Comité pour la troisième mandature de celui-ci, jusqu'en janvier 2004. Il succède à Jos Chabert, ministre belge et membre du Parti populaire européen (PPE). Depuis 1998, le nouveau président était à la tête du groupe des sociaux-démocrates au sein du Comité des régions. Il s'était imposé, lors d'un vote d'arbitrage, face au candidat du groupe du PPE, Eduardo Zaplana Hernandez-Soro, président du gouvernement régional de Valence. Zaplana a toutefois été élu par la suite premier vice-président du Comité.

Après son élection, Sir Albert Bore a déclaré devant les 222 mandataires des autorités régionales et locales des quinze pays membres de l'UE:

«Les thèmes locaux et régionaux revêtent une importance décisive, si l'on veut que le débat crucial sur l'avenir de l'Union intéresse les citoyens. Nous devons donner aux institutions locales et régionales la possibilité de faire entendre vraiment leur voix sur les questions européennes et de jouer ainsi un rôle complémentaire à celui du Parlement européen. Une grande tâche nous attend: après deux mandatures et en dépit d'initiatives couronnées de succès, les activités du Comité dans le système de l'Union restent globalement, à peu de chose près, sans écho. À nous de remédier à cette situation. À nous d'agir.»

Un organe simplement consultatif

Les grands pays de l'UE délèguent chacun 24 membres au Comité. Pour l'Allemagne, comptent notamment parmi ceux-ci Edmund Stoiber, ministre-président de la Bavière, Erwin Teufel, ministre-président du Bade-Wurtemberg, Peter Müller, ministre-président de la Sarre, Heide Simonis, ministre-président du Schleswig-Holstein et Ole von Beust, ministre-président de la ville-État de Hambourg. L'ancien président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, qui a été nommé président de la Convention lors du sommet de l'UE à Bruxelles au mois de décembre dernier, en fait partie également en sa qualité de président du Conseil général d'Auvergne.

Chacun des 222 membres du Comité des régions dispose d'un suppléant. Cela signifie, dans la pratique, que les membres éminents, tels que les chefs de gouvernement des Länder, ne se rendent à Bruxelles que pour les principales réunions plénières du Comité, se faisant remplacer pour les autres réunions. Le Comité des régions est un organe consultatif des institutions de l'UE; sa mission consiste à faire passer les préoccupations et les points de vue spécifiques des collectivités régionales et locales dans les décisions de l'UE. Il a aussi été créé essentiellement pour associer plus étroitement les régions à la politique européenne, dans le but de créer «une Europe des régions», et contribuer ainsi à rapprocher l'Union européenne des citoyens. Mais là, précisément, existent encore de graves déficits, comme le nouveau président lui-même a dû le reconnaître.

Lors de sa dernière séance plénière, le Comité des régions a désigné aussi les six membres qui le représenteront au sein de la Convention. Le ministre bavarois chargé des affaires fédérales et européennes, Reinhold Bocklet, a été élu à l'unanimité président du groupe du PPE. Au sein du Comité, le groupe du PPE est à peu près aussi nombreux que le groupe social-démocrate. Bocklet fait partie du Comité des régions depuis sa création, en 1994. Dans ses nouvelles fonctions, il entend surtout renforcer l'influence des régions et des communes sur la politique de l'UE et défendre leurs compétences contre «les ingérences de Bruxelles». Il s'agit de réaliser de façon conséquente la subsidiarité, «principe profondément chrétien-démocrate», à l'intérieur de l'UE.